

## Crise financière, crise économique ?

## Deux crises sinon rien...

Il peut sembler paradoxal qu'une crise de l'immobilier aux Etats-Unis prenne une dimension internationale et se traduise par la chute des cours des Bourses dans le monde entier. La forme du processus de mondialisation explique ce paradoxe et indique que la crise ne restera pas financière mais s'élargira à toute l'économie...

**L**es ménages les moins aisés représentent un marché en extension. Les sociétés de crédit hypothécaires américaines l'ont bien compris. Elles leur ont massivement prêtés. A des taux d'intérêt très élevés. Générant des bénéfices en hausse. Il n'était pas difficile de prévoir qu'à un moment donné, ces ménages seraient dans l'incapacité de payer les intérêts de leur dette et feraient donc faillite. Prévision d'autant plus logique qu'ils étaient déjà très endettés. Dès 2005, les signes avant coureurs étaient perceptibles... que les opérateurs financiers n'ont pas voulu voir. Ils ont continué sur la lancée, les bénéfices étaient trop importants ! Pour arriver à ce mois d'août 2007 fatidique, où les cours ont chuté. Une vraie « correction », un krach ou si l'on préfère l'éclatement de la bulle financière gonflée par les crédits immobiliers.

Une bulle ? Ce n'était pas la première. Depuis la déréglementation décidée par les Etats des pays capitalistes développés lors de la vague libérale des années 1980 – Thatcher en fût la tête de pont idéologique – les marchés financiers, des marchés de capitaux sous une forme monétaire, se sont puissamment développés. Désormais, ils imposent leur loi, leurs critères à l'ensemble de l'économie. Cette volonté politique de supprimer toute la réglementation encadrant les marchés financiers a eu comme conséquence la désintermédiation et la titrisation. Avant 1986, pour la France, la banque était l'intermédiaire financier obligé. C'est encore le cas aujourd'hui pour les particuliers mais pas pour les entreprises qui ont la possibilité, qu'elles utilisent,



d'émettre directement des titres<sup>(1)</sup> pour trouver des financements. La sphère financière a donc connu une très forte croissance favorisée par la volonté de limiter les risques en les diffusant à plusieurs acteurs des marchés financiers.

C'est le scénario qui se retrouve à chaque éclatement de la bulle, de 1987 à la crise de la dette des années 1998-2001 qui a violemment touchée les pays d'Asie du Sud-Est et les pays latino-américains – undésastreen Argentine...

## Mécanismes de la crise actuelle

La bulle de l'immobilier a pu se constituer par la possibilité de cette titrisation. Les sociétés de crédit immobilier ont transformé leurs créances en titres négociés sur les marchés financiers. Ces titres rapportant un fort bénéfice ont été achetés par des « hedge funds » ou des fonds d'investissement – des firmes dont l'objet est de spéculer sur les marchés financiers pour offrir le bénéfice le plus élevé

à leurs souscripteurs – et cautionnés par les grandes banques<sup>(2)</sup>. La vente de ces titres permettant aux sociétés de crédit de poursuivre leur prêt. Et d'émettre de nouveaux titres pour poursuivre le jeu. Tant que le ménage paie, toute la chaîne financière profite de cette augmentation par la spéculation – improductive du point de vue de la création de richesses – sur ces titres dont la hausse devient sans proportion avec le bénéfice de départ. La diffusion de la crise provient de cet effet de domino.

Lorsque les ménages font faillite, ils ne paient plus les intérêts de leurs dettes et les sociétés de crédit hypothécaire font faillite à leur tour. Mais ces faillites ont des conséquences sur toutes les autres institutions qui sont propriétaires d'une partie de cette dette via les titres achetés et sont menacés de faillite à leur tour. Les banques qui avaient apporté leur caution passent en première ligne et apparaissent très endettés d'un seul coup. L'absence de transparence en rajoute sur la « crise de confiance ». Prêter devient soudain très risqué. Le crédit interbancaire se tarit. Les banques ne se font plus confiance. La Banque Centrale – que ce soit la Fed, la banque de réserve fédérale américaine, ou la BCE – se trouve dans l'obligation de redevenir le prêteur en dernier ressort et ouvre grandes les vannes du crédit en prêtant massivement aux banques qui en ont besoin pour éviter la faillite. Oubliés les grands principes du libéralisme économique ! La Fed a baissé son taux d'escompte dès le début du mois d'août, la BCE rechigne mais, tancée par Sarkozy, devrait suivre, ce n'est qu'une question de temps...

## La crise économique devant nous...

La croissance devrait baisser. Aux Etats-Unis d'abord, puis dans tous les pays capitalistes développés, transformant le contexte général. La croissance mondiale, quoiqu'en disent les institutions internationales – le FMI en particulier – s'orientera à la baisse. La récession devient l'horizon de l'économie américaine... Et comme elle est économie dominante... ●

A suivre...

NICOLAS BENIES

1) Les titres, terme générique, recouvrent une multitude de produits financiers. Les plus connus sont les actions (des parts de capital des firmes) et les obligations (des parts d'emprunt). Ces deux titres particuliers sont cotés dans les Bourses de valeurs, celles dont on parle le plus.  
2) Ces opérations de cautionnement, de conseils ou d'assurances sont appelées « hors bilan » : les banques ne les intègrent pas dans leur compte... Elles ne sont pas transparentes.